

**Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !**



**N°81** JUILLET-AOÛT  
2025

Fondée le 1<sup>er</sup> mai 1968  
Relancée en 2010

# La Cause du peuple

causedupeuple.net

**JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE**

**Face à l'offensive contre  
nos droits démocratiques**

## **LE CAMP DU PEUPLE EST NOTRE CAMP**

**NOTRE MOUVEMENT**

**Deux mois de campagne  
pour défendre le militant  
pro-palestinien Alex**

P. 6

**ACTUALITÉS NATIONALES**

**Rapport sur les Frères  
musulmans : quel est le  
plan de l'État bourgeois ?**

P. 11

**RÉACTIONNARISATION**

**Les supporters se  
mobilisent pour le droit de  
s'organiser dans le foot**

P. 21

# « Le camp du peuple est notre camp ! »

Le 15 juin dernier, le préfet de Haute-Garonne interdisait le rassemblement pour Bilal, tué par la police à Toulouse au début de l'année 2025, sans aucun motif valable. Comme dans cet exemple, d'innombrables rassemblements et manifestations ont été interdits de façon totalement anti-démocratique ces dernières années. Depuis 18 mois, des centaines d'actives médiatisés ou anonymes ont été intimidés, arrêtés, poursuivis devant les tribunaux et condamnés pour leur soutien à la Palestine, pour une opinion. L'exemple d'Alex, arrêté par l'anti-terrorisme pour un discours, préfigure la criminalisation de toute pensée dissonante. Cet acharnement de l'État bourgeois ne se limite pas aux militants, il s'étend bel et bien à tous ceux qui osent exprimer une idée opposée à l'impérialisme français, à tous ceux qui s'organisent collectivement.

Nous disons donc à l'État bourgeois : « *Le camp du peuple est notre camp !* » Voilà la position unique que nous opposons à tous les exemples divers et variés de répression et d'oppression qui se déchaînent, non seulement sur le mouvement révolutionnaire, mais aussi sur toute initiative populaire organisée.

Nous avons toujours été très clairs sur la définition de l'État bourgeois français : une démoc-

ratie bourgeoise, c'est-à-dire le masque bien peu convaincant d'une dictature des monopoles français, une fausse démocratie qui se dévore désormais elle-même en niant chaque jour ses principes démocratiques-libéraux. Ainsi, nous n'avons aucune illusion sur le fait de « sauver la démocratie », ou que ce qui se jouerait en ce moment serait une bataille entre démocratie et fascisme.

Non, ce qui est essentiel c'est que nous défendons les droits démocratiques jusqu'au bout, en tant que droits du peuple. Nous ne sommes pas aveugles : nous voyons bien que la bourgeoisie veut attaquer toutes ces libertés, tous ces droits, pour qu'ils ne puissent plus être utilisés par les masses, même pas dans un spectacle démocratique où on se chamaille pour savoir si le pouvoir vient de la rue ou de l'urne, alors qu'il est toujours venu de la force armée.

Alors si nous rejetons en bloc la démocratie bourgeoise, on pourrait se poser la question de pourquoi défendre ces droits, de pourquoi appeler à grouper les masses dans ce but ? Il faut défendre chaque recoin des droits démocratiques que nous avons conquis, car ces conquêtes facilitent la lutte révolutionnaire, elles sont des champs de bataille entre la bourgeoisie et nous. C'est d'autant plus important

## EN UNE

Rassemblement devant la préfecture du Rhône, à Lyon, contre les dissolutions de la Jeune garde et Urgence Palestine, le 6 mai 2025.

Photo : Elsa Biyick.

## SOMMAIRE

- 4 Toulouse : la première partie du contre-projet du Comité Populaire contre les destructions a été présentée
- 5 Lyon : cap contre un projet de destruction du quartier populaire des États-Unis
- 5 Logement : l'université Paris 8 en révolte contre l'expulsion des mères isolées
- 6 Deux mois de campagne pour défendre le militant pro-palestinien Alex
- 8 Réindustrialisation : comment l'impérialisme français se prépare à la guerre
- 9 À propos des appels à la « planification de la relocalisation » et aux « nationalisations » limitées ou totales
- 10 Des manifestations pour les prisonniers kanak de la CCAT, un an après les révoltes
- 11 Rapport sur les Frères musulmans : quel est le plan de l'État bourgeois ?
- 16 Islamophobie : le plan de la bourgeoisie française est de corporatiser la société
- 18 Sur le pape, l'Église et la contre-révolution
- 19 Brésil : ouvriers, paysans et intellectuels dénoncent le génocide à Gaza
- 20 Dissolutions d'Urgence Palestine et de la Jeune Garde : une attaque contre l'opposition aux réactionnaires en France
- 21 Les supporters se mobilisent pour le droit de s'organiser dans le foot
- 22 Mexique : vérité et justice pour Sandra Domínguez Martínez !
- 23 *Andor* : la Révolution dans les étoiles ?

## la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause\_du\_Peuple) et par mail : [causedupeuple@protonmail.com](mailto:causedupeuple@protonmail.com)

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

d'élever notre compréhension et notre action sur ce point car il faut organiser la riposte aux attaques anti-démocratiques de l'État. Il faut nous organiser pour braver les interdictions de manifester, de se rassembler, les interdictions de symboles, de drapeaux...

Et pour tout ça nous portons le mot d'ordre de défense des droits du peuple, c'est-à-dire les droits démocratiques poussés jusqu'au bout. Comment est-ce possible de les garantir ? Seulement en accomplissant la révolution socialiste, qui est la grande épopée du prolétariat de France commencée au 19<sup>e</sup> siècle et laissée en suspens depuis. Pour la recommencer, rééditer et pousser plus loin la Commune de Paris dans la nouvelle vague de révolutions prolétariennes dans le monde, il faut tout d'abord reconstituer ici l'état-major du prolétariat, son Parti.

Car le grand Lénine nous a appris que « *le prolétariat n'a d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. [...] le prolétariat peut devenir et deviendra inévitablement une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique basée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle de l'organisation qui groupe les millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. À cette armée ne pourront résister ni le pouvoir décrépit de l'autocratie russe ni le pouvoir en décrépitude du capital international.* » Nous savons que sur le plan historique, la démocratie bourgeoise est remplacée par la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la démocratie pour la majorité et la dictature pour la minorité des exploités contre-révolutionnaires. Il est plus que jamais entre nos mains de transformer cette grande tâche en une réalité en renforçant l'organisation du prolétariat et ses alliés futurs contre tous les assauts désespérés d'une bourgeoisie française agressive et moribonde.

### Note de la rédaction

Ces brèves présentent essentiellement des luttes pour les emplois qui ont lieu en ce moment avec les annonces de plans sociaux dans plusieurs branches industrielles. Nous avions écrit en novembre dernier : « *C'est une lutte importante qui s'engage : pour préserver les emplois, car les salariés veulent le maintien de tous les emplois, mais aussi pour refuser en général que les bourgeois français fassent payer le coût de leurs restructurations industrielles aux prolétaires qu'ils exploitent. [...] Car si on parle beaucoup de réindustrialisation*

*dans les médias et dans le gouvernement, ça ne dit pas l'essentiel : pour réindustrialiser, il faut restructurer, virer par ici, embaucher par là, casser des secteurs avec des longues histoires de lutte pour pouvoir en ouvrir de nouveaux où les salaires et les conditions de travail sont dégradées.* » Nous invitons nos lecteurs à lire l'article dédié à la question de la réindustrialisation en page 8. De nombreuses autres grèves, notamment sur les salaires et les conditions de travail, continuent d'être la lutte quotidienne de millions de prolétaires en France.



### 1 RENAULT CLÉON : SI L'USINE FERME, 18 000 EMPLOIS SONT MENACÉS

Le 14 mai, 300 salariés ont manifesté devant l'usine Renault de Cléon, à l'appel de la CGT, pour dénoncer les menaces de fermeture. Bastion ouvrier des grandes grèves de Mai 68, Cléon refuse de plier. Selon les délégués syndicaux, en plus des plusieurs centaines de postes menacés dans l'usine, 18 000 emplois sur le bassin économique seraient concernés par cette décision. La lutte sort donc de l'usine et devient générale, s'étendant aux autres branches de l'économie et à la région toute entière.

### 2 GRENOBLE : ARKEMA FAIT FACE AUX SALARIÉS CONTRE LES LICENCIEMENTS

À Jarrie, les ouvriers d'Arkema, monopole français de la chimie, se dressent contre la casse sociale. Face à 154 suppressions d'emplois, ils ont lancé une grève illimitée, dénonçant des licenciements opportunistes sous prétexte de difficultés d'approvisionnement. Leur lutte est d'autant plus importante dans un secteur où récemment, un site chimique de l'entreprise Vencorex a été liquidé, entraînant la fin de 90 % des emplois.

### 3 ALSACE : 320 EMPLOIS SUPPRIMÉS À MERTZWILLER

Après 28 ans de service pour certains, BDR Thermea liquide 320 emplois à Mertzwiller pour délocaliser en Slovaquie. La colère gronde : la CGT dénonce un plan brutal, et les salariés ont entamé des débrayages. La direction cite la baisse des aides d'État « MaPrimeRenov » qui a entraîné une baisse dans le marché. Un rassemblement devant l'usine a déjà eu lieu.

### 4 BORDEAUX : L'USINE EN GRÈVE CONTRE LA FERMETURE

L'usine centenaire de Cerexagri (produits phytosanitaires) à Bassens va fermer, sacrifiant 38 emplois. Face à cela, les ouvriers ont déclenché une grève illimitée. Ils dénoncent une décision cynique, dictée par « *des logiques économiques de bureau* », alors même que le site est rentable et vital pour la région.

### 5 ROUEN : "LUBRIZOL ATTAQUE, LES OUVRIERS RIPOSTENT!"

« *Lubrizol attaque, les ouvriers ripostent!* » voilà comment titre la FNIC-CGT (Fédération nationale des industries chimiques) suite à l'annonce que les emplois de la production de Lubrizol en Normandie ont été sauvés par la mobilisation lancée depuis février. La FNIC écrit : « *Mais la lutte n'est pas terminée. Les travailleurs des services clients sont licenciés malgré tout. Quant aux sous-traitants ils restent les grands oubliés, malgré l'intégration de certains d'entre eux chez Lubrizol, de nombreux autres risquent de rester sur le carreau. Aujourd'hui, tout n'est pas encore joué : le rapport de force a été victorieux, aux travailleurs de maintenir la pression!* »

# Toulouse : la première partie du contre-projet du Comité Populaire contre les destructions a été présentée

**Le 31 mai, nous avons assisté à l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) organisé par le CPES du Mirail à Toulouse pour présenter la première partie du contre-projet préparé par les habitants du quartier, contre les destructions et expulsions prévues par la mairie de la métropole du sud-ouest.**

Après les présentations, dans un discours applaudi par la trentaine de participants, l'organisateur du CPES (Comité populaire d'entraide et de solidarité) a conclu en appelant à une semaine de mobilisation en défense des HLM à l'automne 2025, qui viendra marquer une nouvelle étape dans la mobilisation du quartier. Nous rapporterons à ce moment-là toutes les informations importantes de la lutte des habitants du Mirail pour le logement.

Nous partageons le court reportage du journal « L'Écho des Coursives » distribué dans

le quartier sur cette journée de lutte collective et conviviale :

“ Contre le projet de destruction anti-peuple imposé par la Mairie, le CPES du Mirail a lancé depuis plusieurs mois les Ateliers Populaires d'Urbanisme avec un objectif : établir un contre-projet de rénovation du Mirail sur la base des idées portées par les habitants et les associations du Mirail, plus de 150 idées composent déjà la base du contre-projet!

Ce samedi 31 mai, les deux étudiantes architectes qui ont collaboré avec le CPES nous ont présenté l'avancée de sa rédaction. La construction d'infrastructures au service de nos besoins concrets, la conservation et la réhabilitation de 1490 logements sociaux et de la dalle Abbal, cœur associatif et commerçant du quartier, prévus à la démolition par l'ANRU sont les objectifs principaux de ce projet alternatif, complété par un réaménagement des espaces publics pour donner une plus grande place aux piétons, notamment par de la végétalisation pour diminuer les îlots de chaleur.

Une autre étudiante suisse ayant travaillé sur le quartier a présenté une réinterprétation de la dalle originale en allée piétonne animée par des activités dans les rez-de-chaussée des tripodes

et une réhabilitation des immeubles pour de nouveaux logements. Le fait que les tripodes sont des logements de grande qualité, qu'ils sont adaptables aux personnes à mobilité réduite et au changement climatique a encore une fois été démontré. Les projets présentés ont permis aux habitants de voir le résultat de leur participation et de poser toutes les questions sur cette première partie de contre-projet.

Cette présentation a été suivie de discussions ouvertes pour échanger et s'organiser autour de deux thématiques centrales :

- La question du logement, l'histoire et les perspectives de nos luttes,
- Les perspectives pour en finir avec l'occupation policière et la violence issue du trafic dans nos quartiers, qui toutes deux pèsent sur notre quotidien.

Le fruit de ces échanges va servir de base à la rédaction d'un programme de lutte du CPES sur ces sujets. Nous avons conclu la journée avec une battle de danse organisée par l'association Fidía Diala, qui a notamment présenté un spectacle de danse engagé contre les violences policières, suivi d'un barbecue convivial. La fatalité n'existe pas, osons nous unir pour le meilleur dans nos quartiers, osons lutter! Comme nous l'avons démontré ce 31 mai, le Mirail vit, vivra et vaincra!



Atelier Populaire d'Urbanisme au quartier du Mirail, à Toulouse.



◀ Le contre-projet est présenté aux habitants et habitantes du quartier.

# Lyon : cap contre un projet de destruction du quartier populaire des États-Unis

**Le 21 mai s'est tenue une réunion cruciale pour le Comité populaire d'entraide et de solidarité (CPES) de Lyon, dans le cadre de la campagne contre un projet de restructuration urbaine baptisé « Cap sur les États ».**

D'après le site officiel de la ville de Lyon, il s'agit d'une « grande réflexion sur la transformation du quartier des États-Unis, engagée en 2023 ». En réalité, l'objectif est de réaménager le quartier en détruisant certains bâtiments. C'est une attaque de plus menée par l'ANRU<sup>1</sup>, GLH<sup>2</sup>, la métropole et la mairie du 8<sup>e</sup> arrondissement contre les classes populaires pour éclater les liens, la solidarité et effacer un des derniers quartiers populaires de Lyon intramuros.

Lors de cette réunion, une vingtaine de personnes se sont rassemblées pour poser les bases d'une organisation populaire. Parmi les présents, des visages familiers, mais aussi de nouvelles forces prêtes à s'investir pleinement. Tous ont partagé une même volonté : celle de

1. Agence nationale pour la rénovation urbaine.

2. GrandLyon Habitat est un bailleur social qui gère environ 27 000 logements sur les 59 communes de la Métropole de Lyon.

s'organiser dans leur quartier, décider pour leur quartier, et améliorer tous ensemble leurs conditions de vie.

## Prochaines étapes

Des axes de travail clairs pour le CPES cette année ont été établis. Le CPES s'est fixé un objectif politique : lancer un cycle de réunions populaires, germe des futures assemblées populaires. Il s'agit d'organiser la lutte sur le long terme.

Dans la lignée des Ateliers Populaires d'Urbanisme du CPES du Mirail, à Toulouse, le CPES des États-Unis à Lyon a pour ambition de créer un contre-projet aux démolitions. Plusieurs actions en lien avec ce contre-projet sont prévues dans les mois à venir.

Le CPES appelle tous les habitants, les activistes et les jeunes à se joindre à ce mouvement populaire en pleine expansion. Il réaffirme : « *Notre lutte est juste, notre détermination est forte, et notre avenir se construit aujourd'hui, dans la rue et dans nos quartiers. Pour un quartier organisé, uni et en lutte !* »



▲ Les habitants et habitantes du quartier des États-Unis sont ressortis de cette réunion déterminés à bâtir un contre-projet face aux destructions prévues par la métropole lyonnaise.

## Logement : l'université Paris 8 en révolte contre l'expulsion des mères isolées

**Cela fait des mois que le collectif Combat hébergement 93 lutte avec détermination pour faire loger des dizaines de mères isolées avec leurs enfants. En l'absence de solution viable, les mamans du comité se sont tournées en mai vers l'université Paris 8 en lançant une occupation d'une partie d'un bâtiment.**

La police a expulsé les mamans et leurs enfants à 7h du matin en prétextant que l'université « était un endroit dangereux où il y

avait des trafics de drogue ». Les étudiants ayant appris la nouvelle des expulsions ont exprimé leur juste colère le lundi 12 mai, en se rassemblant à 12h30 à plus d'une centaine dans la fac. Partis envahir la présidence de l'université, plusieurs personnes se sont emparées d'extincteurs et ont enfoncé la porte du cabinet de la présidence. Les étudiants satisfaits de leur action se sont repliés en bon ordre en scandant des slogans : « *Mère isolées, enfants expulsés : on a raison de se révolter !* »

Le lendemain, les étudiants se sont à nouveau rassemblés pour aller porter deux re-

vendications : la mise en place de solutions d'hébergement pour les familles du Comité hébergement 93, et la démission d'Arnaud L'Aimé (président de Paris 8) et de son cabinet. Alors que les étudiants se sont regroupés pour intervenir lors d'une réunion dans les conseils centraux de la fac, de nouveaux affrontements ont éclaté. La sécurité qui s'était massée près de la présidence a appelé la police et pas moins de sept voitures sont arrivées et sont rentrées dans la fac (une première depuis 2018). Ils ont alors arrêté des étudiants sous les sifflets de la foule.



## Deux mois de campagne pour défendre le militant pro-palestinien Alex

**Depuis le début d'année 2025, la répression n'a fait que s'intensifier contre le mouvement pro-palestinien. Le cas d'Alex, militant de la cause palestinienne, n'est pas isolé. Face à la répression de l'État, des militants se sont mobilisés partout en France pour le défendre, à travers une grande campagne de contre-encerclement.**

Le 8 février, à la fin de la manifestation pour Georges Ibrahim Abdallah, au nom de la Ligue de la jeunesse révolutionnaire (LJR), Alex a prononcé un discours soutenant la résistance palestinienne. Dans ce discours, il rend hommage au peuple palestinien et à sa résistance, sans qui Gaza et la Cisjordanie n'existeraient déjà plus. Pour avoir simplement rappelé une réalité inscrite dans le droit international bourgeois, Alex a été arrêté un mois après, à la descente d'un avion, sur le tarmac, par la police anti-terroriste.

L'arrestation d'Alex fait partie de ce processus de répression contre le mouvement pro-palestinien. On note également le deuxième licenciement, le jour même de sa réintégration, de Timothée Esprit, dirigeant syndical connu pour

sa combativité et son soutien à la Palestine. On note la dissolution d'Urgence Palestine, les perquisitions contre le CAP Bordeaux, l'enfermement de Mahdieh Esfandiari<sup>1</sup>, les procès et gardes à vue d'Anasse Kazib et Rima Hassan, ainsi que les poursuites et enquêtes contre des centaines de militants anonymes.

Ce processus d'attaque contre les militants démocrates, progressistes et encore plus révolutionnaires, qui s'est intensifié en 2025 mais a commencé au lendemain du 7 octobre 2023, peut et doit être compris par l'ensemble de leurs soutiens. Clausewitz et le président Mao ont développé cette compréhension, qui s'applique à toutes les phases et toutes les étapes de la lutte des classes. L'ennemi tente en permanence de briser les dirigeants reconnus, c'est à dire ceux et celles qui ont du prestige dans les masses; c'est le cas en Palestine et au Liban avec les assassinats ciblés, et c'est le cas en France avec l'arrestation et la répression de militants connus et reconnus. L'ennemi tente également d'isoler les secteurs combattifs du reste de la société. C'est ce qu'on appelle « l'encerclement ». C'est ce que l'État bourgeois a déjà fait dans les universités et dans les syndicats, pour briser la lutte.

1. Mahdieh est une Lyonnaise de 35 ans enfermée depuis le 28 février 2025 à la prison de Fresnes pour avoir été traductrice dans le cadre d'un canal Telegram.

Face à l'encerclement, il faut développer un « contre-encerclement ». En France, cela revient à gagner des forces là où l'État compte sur un recul du mouvement révolutionnaire. Au travers du cas d'Alex, les activistes de la LJR et de la Campagne unitaire pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah ont mis en place de nombreuses actions.

D'abord, éviter l'isolement. Dès son arrestation, plus de 70 organisations ont signé un communiqué et près de quinze rassemblements dans presque toutes les métropoles du pays ont été organisés, alors que la garde à vue n'était pas terminée. Selon les informations de la Cause du Peuple, cela a pesé sur la décision des magistrats. Des activistes et des militants pro-palestiniens ont ensuite pris la parole dans de nombreux rassemblements, manifestations, dans des événements de quartier, dans des soirées anti-répression, des projections, partout où c'est possible. Enfin, Alex a lui-même été interviewé par la Cause du Peuple, et affirmé avoir la « mentalité Dalton<sup>2</sup> » : combativité, unité, refus de l'opportunisme.

Rapidement, une affiche a été réalisée. Des centaines, si ce n'est des milliers de personnes

2. Un groupe de rappers du 8<sup>e</sup> arrondissement de Lyon qui protestaient politiquement contre le sort réservé aux jeunes des quartiers, systématiquement emprisonnés.

◀ Alex s'adresse à la foule à la sortie de son procès en mai 2025.

ont posé avec : dans une vidéo postée par la LJR, on compte plus d'un millier de personnes entre les photos et les vidéos de slogans. De nombreux intellectuels, dirigeants politiques et syndicaux ont également apporté leur soutien à Alex, à l'image de Saïd Bouamama (sociologue), Timothée Esprit, Ramzy Baroud (journaliste palestinien), Philippe Poutou, Cem Yoldas (porte-parole de la Jeune Garde), Eric Coquerel (député LFI) ou Ritchy Thibault... Les militants révolutionnaires ont également mis en avant le cas de Mahdief Esfandiari et fait le lien avec la dissolution d'Urgence Palestine.

Mais cela a aussi mobilisé des cadres locaux syndicalistes, des organisations révolutionnaires, démocratiques ou anti-impérialistes. Tout cela représente le sommet de l'iceberg, la partie visible de la campagne nationale. Le plus important s'est déroulé au quartier, où vit et travaille Alex, à Lyon. Grâce au travail dans le quartier, une marche a pu être organisée avec notamment les jeunes. Les commerçants ont mis en vitrine l'affiche de soutien à Alex, et des graffitis sont apparus sur les murs, ainsi que de nombreuses banderoles, qui n'ont été retirées que par les services de la mairie. De nombreux habitants ont accepté de témoigner de leur indignation concernant le cas d'Alex. Le comité de quartier a été présent sur les différents marchés afin de diffuser aux habitants la question, qui était en réalité connue du plus grand nombre, à travers le bouche-à-oreille.

Enfin, plusieurs événements ont eu lieu, comme des tournois de foot et barbecues, où la solidarité avec Alex s'est exprimée. Ces différents événements ont permis aux collègues et aux habitants de reprendre contact avec l'activiste, ce qui a permis de briser, une nouvelle fois,

l'isolement imposé par l'État à travers l'interdiction de manifester et de travailler. Alex est en effet suspendu de son emploi depuis son arrestation.

Le 13 mai, Alex est passé en procès : celui-ci a été reporté à janvier 2026. Les organisations qui le soutiennent ont d'ores-et-déjà annoncé qu'elles seraient présentes pour appuyer sa lutte jusqu'à cette date. Ce qui est jugé, avec le fameux délit « d'apologie du terrorisme »,

c'est un délit d'opinion, un « crime » qui n'a pas d'autre victime que l'État bourgeois français et l'impérialisme, notamment français. Les droits du peuple sont menacés dès lors que ces manifestations de l'arbitraire de l'État bourgeois ne sont pas dénoncées et exposées pour ce qu'elles sont : une tentative de décapiter et d'isoler les mouvements. Nous continuerons à rapporter d'ici là dans les colonnes de notre journal les développements de cette affaire.



▲ Le Collectif Palestine de La Réunion a tenu à apporter son soutien à Alex.

Lors de manifestations ainsi que d'événements de quartier comme des tournois de foot, plus d'un millier de personnes ont témoigné de leur soutien.



# Réindustrialisation : comment l'impérialisme français se prépare à la guerre

**La question de la politique de réindustrialisation portée par le gouvernement français et la bourgeoisie depuis plusieurs années peut paraître bien mal embarquée, lorsque l'on voit que la CGT publie en mai 2025 une carte qui liste plusieurs centaines de plans sociaux – dont 10 % rien que pour la seule industrie automobile en France.**

Comment les capitalistes peuvent-ils vouloir réindustrialiser tout en licenciant et en fermant des sites de production ?

Déjà, il faut voir que plus d'usines ouvrent et s'étendent, environ 300 par an, bien que la dynamique baisse avec la crise économique. La réindustrialisation est une nécessité pour la bourgeoisie dans le cadre de la contradiction

qui oppose les puissances impérialistes entre elles : le COVID d'abord, puis l'invasion russe en Ukraine, ont montré que les années à venir seraient décisives pour la restructuration économique. La bourgeoisie française a constaté qu'elle ne pouvait pas produire de masques pendant la pandémie, ce qui est un problème quand son plan est de pouvoir produire des munitions et des obus en masse.

L'entreprise Capgemini a interrogé 1300 dirigeants exécutifs de monopoles de puissances impérialistes européennes (dont la France) et nord-américaines, sur la réindustrialisation. Si le premier rapport, en 2024, notait essentiellement que les grands cadres de la bourgeoisie étaient unanimes sur la nécessité de réindustrialiser et sur le retour d'emplois industriels dans les pays impérialistes, le rapport de 2025 précise beaucoup de choses.

## Des années de transition industrielle à venir

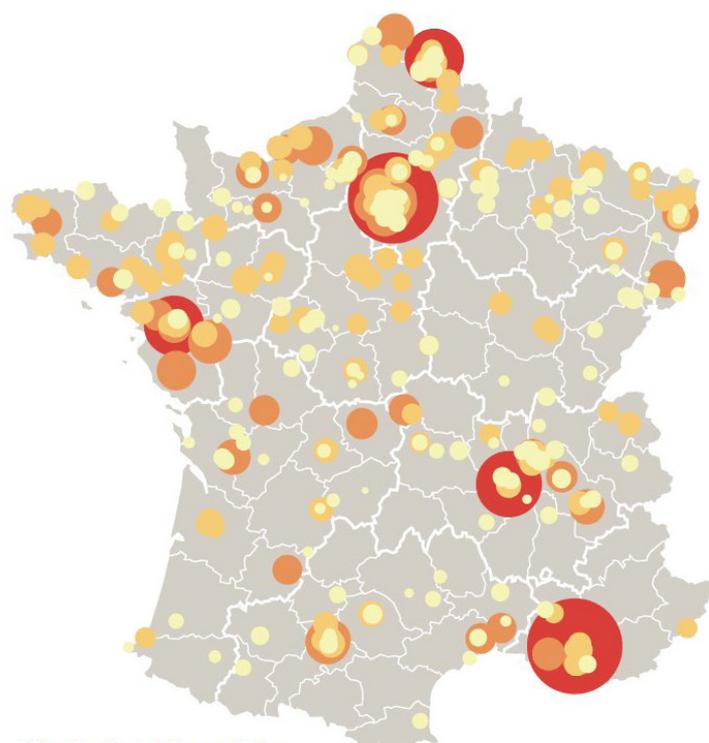
En synthèse, le rapport indique que les prochaines années vont être une transition industrielle où des industries stratégiques (armement, défense, électronique de pointe, énergie/batteries) vont être relocalisées partiellement ou intégralement, avec un certain tissu d'industrie légère ou de consommation qui pourra servir à l'effort d'une économie de guerre (comme l'agroalimentaire). Une partie importante de l'industrie lourde sera « relocalisée chez des amis », c'est-à-dire des pays voisins plus proches que l'Asie du Sud, où les impérialistes peuvent contrôler les chaînes d'approvisionnement et les salaires : pour les impérialistes d'Europe ça sera notamment le Maghreb et l'Europe de l'est. L'industrie lourde stratégique pour les impérialistes vise quant à elle à être fortement subventionnée dans un deal avec les grands groupes.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le sommet « Choose France », où 40 milliards d'euros d'investissement ont été annoncés au mois de mai. Un exemple de cette tendance dans le privé est le groupe Europlasma, qui reprend depuis 2021 des fonderies et forges à travers la France pour faire passer leur production à celle d'obus.

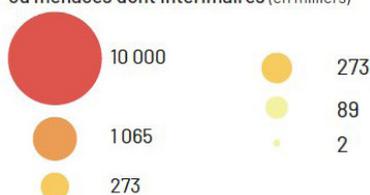
L'impérialisme français et la bourgeoisie française développent leur politique de réindustrialisation au milieu d'une situation économique en crise. Les monopoles jouent au poker menteur avec l'État pour garantir qu'ils s'en sortent le mieux face aux concurrents. Si l'immense majorité de la bourgeoisie est d'accord pour payer un « prix premium » afin de relocaliser une partie de la production, elle souhaite avant tout le faire financer par leur État plutôt que de le sortir de leur poche. La crise de la dette gêne la réindustrialisation car elle empêche l'État de soutenir les capitaux. Pour gérer cela, les capitalistes ont déjà commencé à faire payer la crise aux masses par l'inflation depuis plusieurs années, ce qui engendre la lutte pour les salaires dans les entreprises.

## Le syndicat et l'organisation consciente de la classe

Dans cette course effrénée, ils transforment



Nombre d'emplois supprimés ou menacés dont intérimaires (en milliers)



et créent la classe ouvrière de demain qui est la seule à même de conjurer la guerre qui est préparée par les impérialistes. Le mouvement de repli de la bourgeoisie, qui veut rapatrier ses capitaux pour mieux exploiter, va créer les bases pour un mouvement prolétarien qui doit porter haut son appartenance de classe et son internationalisme. Le syndicat, dans la lutte économique, sert à combattre cette politique de la bourgeoisie. Ainsi, le communiqué admirable des dockers de Fos-sur-Mer, qui refusent de charger des armes dans les bateaux et font réagir jusqu'à Macron, est un exemple parfait de cette tendance. Le prolétariat français a besoin de reconstituer l'outil de sa lutte pour le pouvoir, sa forme suprême d'organisation, pour mener la lutte revendicative en fonction de la lutte contre l'Etat bourgeois.



Emmanuel Macron parle devant des investisseurs et cadres de monopoles français et étrangers à Versailles pour le sommet Choose France 2025.

## À propos des appels à la « planification de la relocalisation » et aux « nationalisations » limitées ou totales

**Avec la situation économique de l'impérialisme français, notamment le sujet brûlant des licenciements, les partis de « gauche » et les syndicats comme la confédération CGT ont dépoussiéré les mots d'ordre de planification et de nationalisation.**

Ainsi, la CGT a, comme deuxième revendication immédiate de son plan contre les licenciements, « un plan national de maintien et de relocalisation des outils et emplois industriels, piloté par un État assumant un rôle d'acteur central de l'industrie ». Du côté de L'Humanité ou de l'Institut La Boétie de Mélenchon, on montre qu'il serait possible, voire même souhaitable, de nationaliser ArcelorMittal.

Ces mots d'ordre posent une question politique essentielle. À première vue, on peut croire qu'il s'agit d'idées légitimes pour sauver les emplois, pour rappeler à l'État bourgeois sa « responsabilité » dans des entreprises et secteurs qu'il a souvent privatisés ou bien où il reste investisseur. Mais en réalité, si nous reprenons ce que nous avons expliqué dans l'article précédent, toute cette position s'évanouit et révèle qu'elle est le pendant social-chauvin à la politique affirmée de réindustrialisation de la bourgeoisie

française et des monopoles.

En effet, si les investissements actuels de l'État et des grands monopoles impérialistes visent à transformer leur base économique interne pour la guerre, alors quiconque soutient qu'il est possible d'accompagner ce mouvement par un programme « de gauche » se dévoile en réalité comme un soutien de l'effort de guerre impérialiste. L'acier d'ArcelorMittal ne sera pas plus bénéfique à la classe ouvrière si, sous pavillon de l'État, il sert à fabriquer des canons CAESAR pour la guerre.

**L'acier d'ArcelorMittal ne sera pas plus bénéfique à la classe ouvrière si, sous pavillon de l'État, il sert à fabriquer des canons CAESAR pour la guerre**

Le rôle de l'État bourgeois dans cette politique est, comme nous l'avons déjà expliqué, d'être l'instrument des monopoles pour se tailler des accords avantageux en termes de subventions, exonérations d'impôts ou encore reprises d'usines. S'il y a des nationalisations, car elles ne sont pas à exclure, ça ne sera pas suite à la pression ouvrière ou

populaire, mais bien car il y a un besoin économique ou politique stratégique que l'État bourgeois viendra combler.

Le capitalisme monopoliste peut aussi appartenir à l'État, et dans un vieux pays impérialiste comme la France, des pans entiers de l'économie ont changé de main entre État et monopoles privés au fil des décennies sans que la base économique ne change. Le rôle des instruments de la classe ouvrière comme le syndicat est de dissiper ces illusions que la nature des monopoles changera selon s'ils sont publics ou privés : l'État bourgeois ne se privera pas de licencier ou de mal payer, si c'est dans les intérêts de la grande bourgeoisie française.

Au contraire d'accompagner et de soutenir ce mouvement « par la gauche », de planifier l'exploitation avec la bourgeoisie, de se « républicaniser » en venant porter une contradiction molle à Macron à la télé, le syndicat doit organiser sur le plan de la lutte revendicative l'opposition unanime des masses à la guerre, répandue y compris chez les ouvriers qui travaillent dans l'armement. La classe ouvrière française a une longue tradition de lutte contre la guerre impérialiste, notamment grâce à son syndicat, et les années à venir vont remettre au goût du jour toutes ces pratiques pour permettre d'aplatir la position chauvine et les plans va-t-en-guerre.

# Des manifestations pour les prisonniers kanak de la CCAT, un an après les révoltes

**Depuis les accords de Nouméa, en 1998, le corps électoral est gelé en « Nouvelle-Calédonie » (Kanaky). Cela signifie que seuls les inscrits sur les listes en 1998 (et leurs descendants) peuvent voter, ce qui empêche la submersion électorale des Kanak.**

En proposant le dégel du corps électoral, le gouvernement français incarné par Darmanin met le feu aux poudres en attaquant une des revendications obtenues dans la lutte de plusieurs décennies contre l'État français.

Le 13 mai 2024, à l'appel de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), la popu-

lation kanak se soulève, réclamant l'abrogation de la loi. Des barrages sont érigés. La jeunesse kanak affronte héroïquement les gendarmes armés, les blindés, la répression sauvage de l'État français, et paie le prix du sang. Douze insurgés sont tués par la police et les milices coloniales, pour une population kanak, mélanésienne, métisse et asiatique (subissant de plus en plus le racisme et la mise à l'écart, et donc de plus en plus favorable à l'indépendance) de moins de 150 000 personnes, dans un pays où « tout le monde se connaît ».

À l'occasion de l'anniversaire de la révolte, les Comités solidarité Kanaky (CSK) de toute la France organisent des manifestations. À Lyon, les militants du Mouvement kanak de France (MKF) et le CSK décident d'organiser

une marche partant des Terreaux pour aller à Bellecour. Le MKF et les militants de la Ligue de la jeunesse révolutionnaire (LJR) décident de prendre en main l'agitation, avec des distributions de tracts et des animations au premier mai, mais également des collages d'affiches ainsi que le déploiement d'une banderole sur un pont, avec un immense drapeau Kanak et des fumigènes.

Cette marche est conçue par le CSK comme permettant de mettre en lumière l'emprisonnement des 7 militants de la CCAT, dont le dirigeant du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), Christian Tein. Comme l'a affirmé un membre de la Campagne unitaire pour la libération de Georges Abdallah, qui appelait à un cortège pour la libération de Georges Abdallah et de Christian Tein, c'est une « marche pour exiger la libération de camarades anti-impérialistes ».

Dans des prises de paroles, souvent émouvantes, les militants du MKF racontent les révoltes de mai et juin 2024, la violence des milices racistes et l'héroïsme de la résistance populaire. Ils mettent en avant le sort des 82 prisonniers de droit commun, qui se retrouvent déportés pour faire de la place « au pays ». Ces prisonniers sont donc à 17 000 km de leur famille et se retrouvent isolés en métropole, sans assurance-maladie (qui n'est pas la même en Kanaky), à leur sortie.

La manifestation se fait dynamique et les militants kanak prennent de l'assurance. Elle se disperse finalement sur les quais du Rhône, au milieu de la musique. En effet, les organisateurs racontent aux activistes du Comité de soutien qu'au pays, la manifestation se fait en musique, chants et danse, avec très peu de slogans et de prises de parole politiques. C'est dans une ambiance festive que se finit l'événement, qui mélange la diaspora kanak, les militants révolutionnaires et activistes pro-palestiniens. Selon les militants du CSK, c'est une grande victoire politique, qui met en lumière la cause des militants enfermés de la CCAT.



◀ Manifestation à Lyon pour exiger la libération des militants anti-impérialistes Christian Tein et Georges Abdallah.



Le groupe scolaire Averroès fait partie des établissements scolaires cités dans « l'écosystème » Frères musulmans.

## Rapport sur les Frères musulmans : quel est le plan de l'État bourgeois ?

**Le 25 mai, le ministère de l'Intérieur a rendu public un rapport discuté le matin même en conseil de défense, portant sur les « Frères musulmans » et « l'islamisme politique » en France. De quoi parle-t-on ?**

Les « Frères musulmans » sont une organisation politique internationale panislamiste, fondée en Égypte en 1928, présente surtout au Moyen-Orient. Aujourd'hui très éclatée, l'organisation n'a plus de réel centre dirigeant et compterait au maximum quelques centaines de membres en France.

Alors, que dit le rapport ? Sur la forme, ses 76 pages collent ensemble des statistiques, un historique du mouvement, et des « informations inédites » sur son ampleur dans diverses villes. Il reprend le mot d'ordre selon lequel les Frères musulmans voudraient « *en définitive instaurer la charia* » mais n'étend pas cette idée à tous les musulmans. Il y a donc une contradiction entre les hauts fonctionnaires de l'État qui écrivent une chose, et les membres du gouvernement, Retailleau en tête, qui s'en servent pour développer une campagne islamophobe dans les médias. Voilà pourquoi le ministre de l'Intérieur a été recadré par Macron, qui représente l'intérêt de l'État bourgeois. Car l'idée d'un « complotisme d'État » contre les musulmans est l'arbre qui cache la forêt. Le fond de l'affaire, c'est que l'État va se servir de ce rapport pour détruire méthodiquement, de l'intérieur et de l'extérieur, la base

économique et sociale du frérisme en France (déjà bien faible) pour se faire la main avant d'attaquer d'autres mouvements (le salafisme, déjà mentionné dans le rapport, mais aussi tout mouvement politique contestataire – ce qui est sa visée stratégique).

C'est pour cela que le rapport se focalise sur la structuration des « écosystèmes », les diverses organisations qui seraient dans le giron des Frères musulmans. Il définit bien que les Frères musulmans sont « *principalement issus de la classe moyenne [et] nourrissent un désir d'ascension sociale* » et qu'ils visent une cer-

**L'État, en détruisant la base économique et sociale du frérisme, se fait la main avant de s'attaquer à tout mouvement politique contestataire**

taine excellence scolaire. Pour former une petite bourgeoisie intégrée et éduquée, toute une série d'organisations sont nécessaires. C'est ainsi qu'on vise des commerces spécifiques, le business halal, la solidarité communautaire et associative via la mosquée; ou l'éducation, avec les écoles sous contrat, l'apprentissage de l'arabe, du Coran, etc. Le rapport note aussi les millions d'euros qui circulent via les œuvres de charité, l'accueil parascolaire, les voyages, les librairies, le sport, les programmes de développement personnel, d'aide à l'emploi, etc.

Il est aussi question des relations entre acteurs politiques locaux et figures musulmanes (imams ou non) pour des deals politiques et économiques. Un an avant les municipales de 2026, ce n'est pas anodin.

L'objectif clair de ce rapport est de permettre de démanteler ces « écosystèmes » par des dissolutions, des dénonciations d'individus et de groupes, des fermetures de mosquées, des révocations de bail locatif au niveau public, des interdictions de se réunir, des coupures de subvention, des procès etc. Tout ça pour casser une organisation relative de la petite bourgeoisie musulmane et développer la campagne réactionnaire contre les musulmans d'un côté, et tout ce qui est organisé de l'autre. Ce qu'il faut bien comprendre en tant que révolutionnaires et démocrates qui refusent le traitement que la bourgeoisie réserve aux musulmans, c'est que si d'un côté il y a les lubies d'un Retailleau, de l'autre l'État bourgeois ne veut pas frontalement attaquer les millions de musulmans en France. Pour assurer ses plans, il est bien plus important d'avoir un appareil répressif capable de frapper administrativement « là où ça fait mal », c'est-à-dire dans les entreprises, les associations et tout ce qui sert de base matérielle à un mouvement. C'est un développement dans la droite lignée de la « loi séparatisme » de 2021 qui préparait les campagnes de répression sur les mouvements « non-républicains ». Tout mouvement révolutionnaire digne de ce nom ne peut que s'y opposer et hausser son niveau de préparation à ce qu'une telle campagne s'abatte sur lui.

# Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

### Note de la rédaction

Ce numéro a été finalisé au moment des frappes américaines en Iran, sur les sites nucléaires de Fordo, Natanz et Ispahan dans la nuit du 22 juin 2025. Consultez notre site [causedupeuple.net](http://causedupeuple.net) pour du contenu sur la situation au Moyen-Orient.

## 1 ALLEMAGNE

À Cologne, en Allemagne, des activistes ont tenu à commémorer le 52<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat du dirigeant communiste Ibrahim Kaypakkaya. Ce révolutionnaire turc a fondé en 1972 le TKP/ML (Parti communiste de Turquie/marxiste-léniniste), et est mort sous la torture par l'État fasciste turc en 1973. Plus de 200 personnes ont participé à cet événement organisé par Partizan et la Ligue Rouge (*Roter Bund*), au cours duquel une grande bannière avec une photo du camarade a été déployée. Des livres, des tables d'informations et de nombreux drapeaux ont coloré la place en rouge. Une minute de silence a été observée pour Ibrahim Kaypakkaya et tous les combattants de la révolution et du communisme en Turquie et au Kurdistan. Cette célébration était l'aboutissement d'une semaine d'actions internationalistes pour les personnes que la répression a fait disparaître.

## 2 IRLANDE

Dans la prison de Maghaberry, en Irlande occupée (Irlande du Nord), les prisonniers s'organisent. Cette prison est qualifiée par l'IRPWA (Association pour le bien-être des prisonniers républicains irlandais) de « *bastion de contrôle du MI5* » (le service de renseignement intérieur du Royaume-Uni). Les prisonniers y sont confrontés à la répression de leur identité culturelle : la *Gaelic Athletic Association* (GAA) n'a pas le droit d'organiser des sports traditionnels qui sont pourtant propres à l'identité irlandaise. Le port des maillots de sport de la GAA est également interdit. Pour l'IRPWA, c'est une tentative des forces répressives britanniques, par le biais du MI5, « *briser ou affaiblir la détermination des prisonniers* », et appelle les « *anciens prisonniers de guerre républicains (...) à soutenir les prisonniers actuels confrontés à cette punition discriminatoire* ».

## 3 CHILI

Le 22 mai, sorte de tradition annuelle, des affrontements entre la police et des habitants ont éclaté dans le pays. Chaque année à cette date est commémorée la mort de Mauricio Morales, un anarchiste qui prévoyait d'attaquer une école de gendarmerie mais dont la bombe a explosé trop tôt, le tuant sur le coup, le 22 mai 2009. Cette année, à Cerro Navia (Santiago), des échauffourées ont éclaté et, à la fin de la manifestation,

un bus a été complètement détruit par les flammes. Ce soulèvement témoigne que les masses

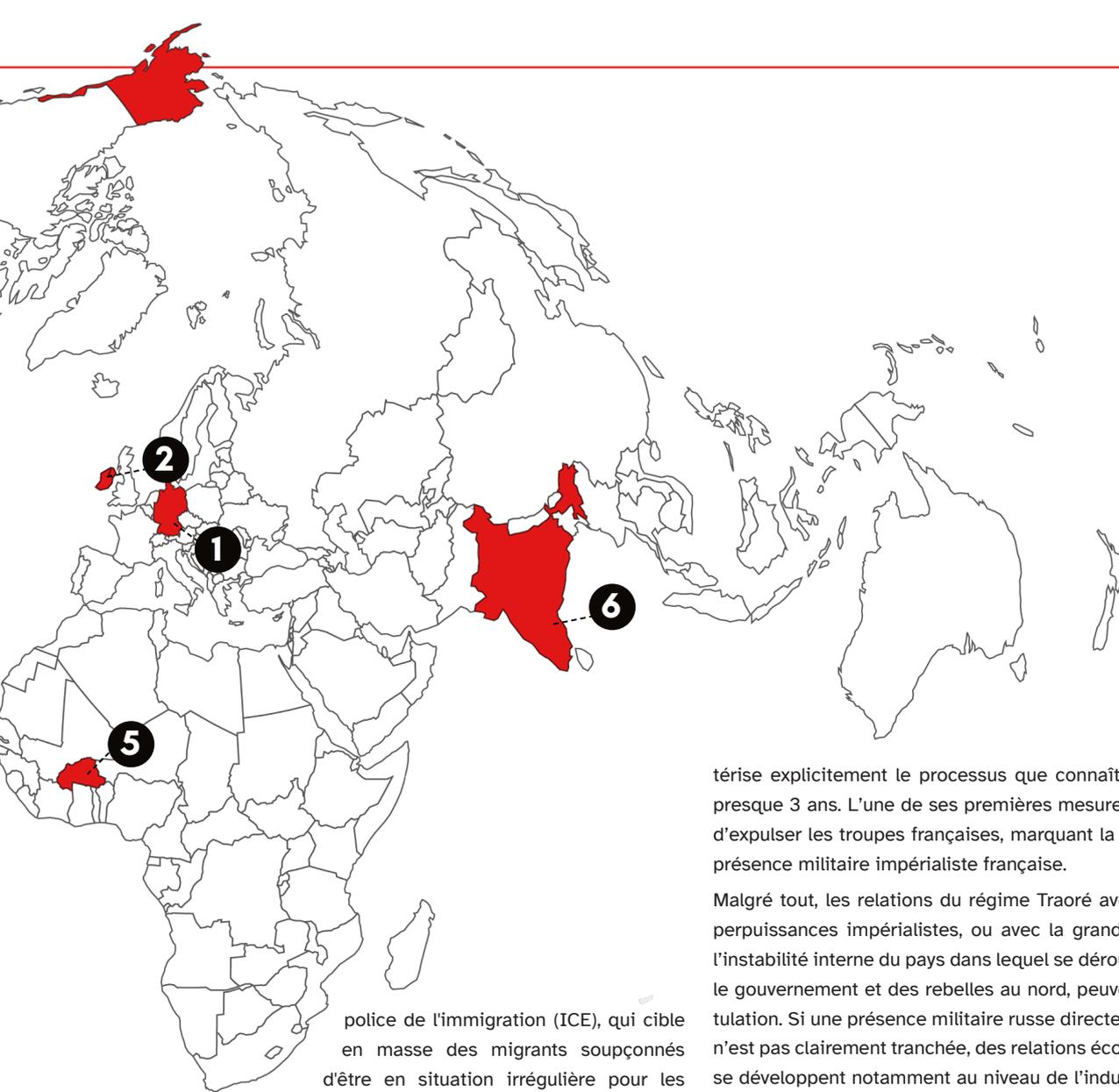
chiliennes sortent de la relative accalmie qui a suivi le soulèvement populaire de 2019. Car la colère qui animait le peuple chilien il y a 6 ans, face à la pauvreté, aux conditions de vie précaires, au manque d'emplois, d'accès à la santé, à l'éducation et la hausse des prix, n'a pas été résolue, bien au contraire. Les politiciens trompeurs, tremblant face aux semaines d'émeutes, de grèves et de manifestations qui avaient secoué le pays, ont cru pouvoir endormir les masses avec un changement de Constitution. Mais la vie des Chiliens n'a pas changé. En revanche, l'illusion constitutionnelle est morte et a révélé le besoin d'un changement complet de cet ancien système. Parmi les participants aux émeutes du 22 mai, on a pu entendre « *Il faut s'organiser* », « *Nous devons construire un mouvement* » et « *Nous devons nous informer et étudier davantage* ».

## 4 ÉTATS-UNIS

À l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai, des célébrations ont été organisées aux États-Unis. Le journal *The Worker* rapporte que « *des prolétaires, des étudiants et des activistes de quinze villes représentant dix organisations se sont rassemblés sous le drapeau rouge dans une action commune pour commémorer la fête internationale. L'esprit de cet événement était de se renforcer idéologiquement et d'entamer le processus d'organisation de la lutte de deux lignes* ». Des représentants de différentes organisations ont partagé leur travail, leurs développements et les leçons qu'ils en ont tirées. L'esprit révolutionnaire de l'événement a été accompagné par des chants révolutionnaires interprétés entre les présentations et les discussions et l'événement s'est terminé en chantant l'Internationale.

Un mois plus tard, à partir du 6 juin, une série de manifestations et émeutes éclatent à Los Angeles en réaction aux raids menés par la





police de l'immigration (ICE), qui cible en masse des migrants soupçonnés d'être en situation irrégulière pour les emprisonner puis les déporter. Ces arrestations sont parfois même effectuées sur leur lieu de travail. Face aux émeutes, Trump déploie la Garde nationale sans l'accord du gouverneur de l'état, une première depuis 1965, au motif de « rébellion contre l'autorité du gouvernement ». Les manifestants scandent « *Libérez-les tous* », « *ICE, Garde nationale, hors de Los Angeles!* » et affrontent la police, qui use de gaz lacrimogènes, grenades assourdissantes et flashballs – allant jusqu'à blesser à la jambe une journaliste anglaise en direct à la télévision. Plusieurs véhicules sont incendiés, des barricades enflammées bloquent des rues et la police est la cible de cocktails Molotov et de feux d'artifices. Du côté des manifestants, on compte au 11 juin au moins une dizaine de blessés et plus de 250 arrestations. Dans les jours suivants, jusqu'à 2000 membres de la Garde nationale sont déployés, et ils sont vus escortant et protégeant la police de l'immigration lors des arrestations de migrants.

## 5 BURKINA FASO

Le 1<sup>er</sup> avril 2025, Ibrahim Traoré, dirigeant du Burkina Faso depuis un coup d'État en 2022, a déclaré : « *Nous ne sommes pas en démocratie. Nous sommes dans une Révolution populaire progressiste* », s'inspirant de Thomas Sankara. Traoré a également souligné le caractère anti-impérialiste de la Révolution, et a insisté sur l'importance de résister par une lutte armée massive aux provocations et agressions des impérialistes et de leurs agents locaux. C'est la première fois que Traoré carac-

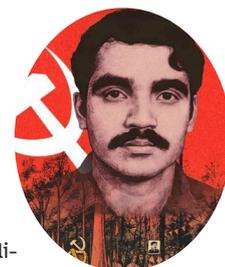
térise explicitement le processus que connaît le Burkina Faso depuis presque 3 ans. L'une de ses premières mesures, en janvier 2023, a été d'expulser les troupes françaises, marquant la fin de 130 années d'une présence militaire impérialiste française.

Malgré tout, les relations du régime Traoré avec les puissances et superpuissances impérialistes, ou avec la grande bourgeoisie locale, et l'instabilité interne du pays dans lequel se déroule une lutte armée entre le gouvernement et des rebelles au nord, peuvent conduire à une capitulation. Si une présence militaire russe directe, par le biais des milices, n'est pas clairement tranchée, des relations économiques avec la Russie se développent notamment au niveau de l'industrie minière : la société russe Norgold a obtenu une licence d'exploitation minière de 4 ans. La grande bourgeoisie burkinabé a également racheté certaines mines.

Ces limites et dangers ne signifient pas nécessairement la fin du gouvernement national-démocratique du pays par la soumission à l'impérialisme. Le journal brésilien *A Nova Democracia* explique que « *la direction exacte du Burkina Faso est difficile à calculer car il s'agit d'une expérience extraordinairement particulière, symptomatique de périodes historiques de grandes transformations à travers le monde. Jusqu'à présent, les actions et les déclarations de Traoré ne laissent pas présager une capitulation. Au contraire, la déclaration de la Révolution populaire progressiste peut être le signe d'un processus de radicalisation des mesures importantes prises jusqu'à présent.* »

## 6 INDE

Le camarade Basavaraj, secrétaire général du Parti communiste indien (maoïste), a été assassiné avec 26 de ses camarades le 21 mai 2025 par l'État indien dans une opération militaire. Militant infatigable de la révolution, il a consacré sa vie à la lutte contre l'oppression, pour une société sans exploitation. La réaction indienne se réjouit trop vite et pense qu'elle a défait la révolution. Mais des dirigeants communistes ont été assassinés avant, et la révolution a continué, comme avec Charu Majumdar et Kanai Chatterjee. Ce sera la même chose cette fois.





▲ Un feu d'artifice explose lors des révoltes pour Nahel en juin 2023.

## Où en est la lutte de classes en France ?

**La France est un pays habitué des mobilisations, des « mouvements sociaux ». On voit donc chaque printemps certains militants attendre le prochain; et quand il n'y en a pas qui surgit, ils ont l'impression qu'il ne se passe rien. Rien n'est plus faux!**

Ils font l'erreur de faire porter aux masses leur propre inertie et démobilitation, de se placer au-dessus d'elles comme s'ils avaient mieux compris que tout le monde. Bien qu'il n'y ait pas de « grand mouvement », quiconque vit auprès des masses et travaille avec elles sait que leur colère est grande et qu'un climat en ébullition existe. Elles sont prêtes pour la lutte. Alors pourquoi ça ne pète pas? Depuis 2023, nous affirmons qu'il existe une situation révolutionnaire en développement inégal dans le pays; voyons voir dans quel moment nous nous trouvons.

### Deux collines en contradiction qui expliquent ce mouvement

Quand nous observons le camp de la bourgeoisie et celui du peuple, nous disons que ce sont comme « deux collines » qui s'affrontent.

Même si ces deux collines sont influencées par la situation mondiale – car la France est une puissance impérialiste qui exploite des pays opprimés et que la tendance à la guerre se développe entre les impérialistes – la dynamique principale est la base interne, c'est-à-dire principalement la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui exprime la révolution et la contre-révolution, les fameuses « deux collines ».

Du côté de la bourgeoisie, nous serons synthétiques car nous l'avons analysée à de multiples reprises. Leur crise politique se transforme depuis un an en crise de régime qui pousse à la répression directe. Ils attaquent tout ce qui est organisé car, selon la formule de Lénine : « *[Il y a] impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; crise du "sommet", crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin.* » Ils veulent mater tout ce mécontentement, l'empêcher de s'exprimer car ils savent qu'en France, ça tourne à la démonstration massive et/ou violente contre l'État bourgeois. Ils veulent donc renforcer leur forteresse « République » dont les fondations s'effondrent. Ils

utilisent son nom et sa forme de démocratie bourgeoise contre les droits démocratiques et les droits du peuple.

De l'autre côté, nous voyons en France une lutte de classes relativement élevée pour un pays impérialiste. Il y a eu beaucoup de batailles récentes, jusqu'à l'année 2023 qui a été d'une intensité considérable reconnue partout dans le monde et notamment en Europe. Depuis, aucune revendication n'est réglée, et rien qu'au niveau des retraites, le Conseil d'Orientation des Retraites vient de proposer dans un rapport une nouvelle réforme pour repousser l'âge de départ. Tout ça alors que 90 % de la société (donc pas seulement les prolétaires!) est contre le projet original passé en force il y a deux ans. Le nombre de pauvres augmente à près de 11 millions, les salaires stagnent et les luttes contre les plans sociaux dans les entreprises et contre l'arbitraire de l'État dans les manifestations et quartiers se multiplient. Même par l'intermédiaire des arrêts maladies, une certaine résistance individuelle contre l'ordre capitaliste au travail s'exprime selon un rapport publié en juin.

Cependant, il faut voir qu'il y a bien, depuis la seconde partie de 2024 et jusqu'à aujourd'hui, une stabilisation relative dont la principale

cause est le problème de la direction politique des masses qui conduit à toutes les causes secondaires pour lesquelles le pays n'explose pas : peur de se mobiliser, division des masses en segments coupés les uns les autres, sentiment d'impuissance à l'échelle individuelle et collective. Dans le mouvement révolutionnaire et chez les progressistes, s'il y a un contre-encerclement face à la répression, c'est qu'il y a d'abord un encerclement. Et un encerclement n'est pas fait par le faible sur le fort, mais au contraire par le fort sur le faible. C'est donc une marque de faiblesse du mouvement révolutionnaire : même s'il est en croissance relative, il reste faible tactiquement face à un État bourgeois avec une longue tradition contre-révolutionnaire.

### **La situation est excellente pour que les révolutionnaires la saisissent**

Mais la stabilisation n'est que relative, temporaire, c'est très important. La lutte de classes en France ne fait pas marche arrière, elle ne ralentit pas : elle prépare un bond. Le développement du processus du vieil État bourgeois ouvre la voie à une vague réactionnaire contre tout ce qui est organisé. Cela signifie nécessairement que le prochain mouvement social d'ampleur sera criminalisé. Cela aura des impacts organisationnels forts, car il n'y aura que deux voies pour les organisations et les masses organisées : soit s'intégrer à l'État et accepter son ordre; soit réaliser la rupture avec l'impérialisme, la scission entre la révolution socialiste d'un côté et l'accommodement social de l'impérialisme français de l'autre. Les révolutionnaires doivent donc en tirer toutes les leçons et développer leur mouvement avec la clarté nécessaire sur ce point.

Quand nous nous opposons à la répression de l'État bourgeois, quand nous demandons à ce que soient réalisés les droits démocratiques dans les manifestations, les procès, cela signifie-t-il que nous avons la moindre confiance en cet État pourri et divorcé des masses, en ses lois et ses institutions? Évidemment non! Lénine disait : « *Nous sommes pour la république démocratique en tant que meilleure forme*

---

**La stabilisation n'est que relative, temporaire, c'est très important. La lutte de classes en France ne fait pas marche arrière, elle ne ralentit pas : elle prépare un bond**

---

*d'État pour le prolétariat en régime capitaliste; mais nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple, même dans la république bourgeoise la plus démocratique. »* Ainsi, lorsque nous défendons les droits démocratiques, nous ne le faisons pas du point de vue de la bourgeoisie, comme des incantations, mais du point de vue du prolétariat, nous exigeons qu'ils soient concrets : vous dites que l'expression est libre en France? Laissez-nous dire ce que nous pensons sur la Palestine! Vous dites que la réunion et l'organisation sont libres en France? Alors arrêtez

de dissoudre des associations en masse! Ce n'est qu'en s'unifiant avec les progressistes et démocrates que les révolutionnaires peuvent briser l'encerclement qui leur est imposé.

Mais cela ne veut pas dire que leur démocratie bourgeoise en putréfaction doit être sauvée par un sursaut « républicain » dans l'union des organisations politiques, syndicales, associatives qui s'opposent à la réactionnarisation. Au contraire, il faut propager le plus largement possible le mot d'ordre de la défense des droits du peuple, la concrétisation des droits démocratiques inscrits dans les textes. Et il faut expliquer sans relâche, prouver à chaque détour, que leur régime faussement démocratique est en réalité une dictature monopoliste dans laquelle les droits sont niés à chaque moment. Ainsi, la seule solution pour que les « conquits sociaux » et même les moindres principes démocratiques de base soient durables et appliqués à la lettre, c'est ce que nous enseignait le Parti Communiste du Pérou sur la question des droits : « *Luttons pour un nouvel État, seule la révolution peut garantir librement et définitivement les droits du peuple, ces droits arrachés au prix du sang, que la bourgeoisie inscrit dans la Constitution, ou dans la Magna Carta comme elle l'appelle. Mais tant que ceux d'en haut continuent à régner, ces droits ne sont pas respectés et restent de simples mots écrits sur du papier, ils sont comme du papier brûlé, inutiles au peuple, bons seulement pour les exploités.* »

Il est donc clair que même en embauchant plus de policiers, même en multipliant les arrestations et procès, la révolte des masses en France ne pourra pas être contenue sur le long terme. Mais elle ne pourra pas triompher sans qu'avance le processus pour la reconstitution de l'organisation supérieure de la classe; sans que la violence révolutionnaire spontanée, qui existe partout dans le pays, soit organisée et sans qu'un large mouvement uni ne défende réellement les droits du peuple, c'est-à-dire l'extension et la garantie des droits démocratiques que la bourgeoisie nie. Voilà la tâche la plus importante pour quiconque est révolutionnaire en France aujourd'hui. Ce programme, seule la révolution socialiste peut l'accomplir en développant le pouvoir pour la classe, la dictature du prolétariat, qui est la garantie du triomphe de la colline révolutionnaire et des droits du peuple jusqu'à la société libérée des classes, de l'État et de l'exploitation.



◀ Seule l'unité de la classe ouvrière et de ses alliés peut briser l'encerclement.



# Islamophobie : le plan de la bourgeoisie française est de corporatiser la société

## Note de la rédaction

Nous invitons nos lecteurs à lire « Sur l'islamophobie, ses causes et la révolution socialiste », dont cet article est un complément :



**Le meurtre d'Aboubakar Cissé de 50 coups de couteau le 25 avril a entraîné la mobilisation de dizaines de milliers de personnes dans les rues pour dénoncer un assassinat islamophobe, directement lié aux campagnes continues dans les grands médias bourgeois et jusqu'aux sommets du gouvernement à l'encontre des musulmans. Le 31 mai, c'est dans le Var que le coiffeur tunisien Hichem Miraoui, un quadragénaire qui était au téléphone avec sa famille pour préparer la fête de l'Aïd, est abattu à l'arme à feu par son voisin, qui avait plusieurs fois inscrit « sale Arabe » sur son scooter.**

Ces meurtres démontrent clairement que l'offensive réactionnaire sur les immigrés et sur

les musulmans français n'a pas pour but de promouvoir « l'intégration » ou le « vivre ensemble » comme ils disent. Au contraire, elle produit des crimes morbides comme ceux-ci. Alors quel est le plan véritable de la bourgeoisie derrière cette campagne ?

## Une situation politique qui pousse la bourgeoisie à restructurer son appareil d'État

Premièrement, il faut voir où en est l'État bourgeois français. Sous ses pieds chancelants, il y a une base économique en crise et une base sociale en ébullition. Au cours des 10 dernières années, il a dû maintenir l'ordre face à au moins 6 mouvements de grève nationales dont le dernier en 2023 a eu une grande ampleur, plusieurs mouvements lycéens et étudiants, des oppositions dans la rue à ses réglemmentations sanitaires entre 2020 et 2022, sans compter les mouvements d'agriculteurs, les Soulèvements de la Terre, etc. Et bien sûr, les deux événements les plus importants, le mouvement des Gilets jaunes en 2018 et les grandes révoltes suite à la mort de Nahel en 2023. Tout cela alors que son ordre politique s'effrite par le haut : renforcement de la figure présidentielle sous Macron, négation du Parlement, crise de régime en développement de-

puis la dissolution de juin 2024.

Une fois que nous avons clarifié cette situation, il est clair que les maîtres de l'État bourgeois ne peuvent pas desserrer leur emprise sur la société : la lutte de classes en France est en général relativement trop importante pour ne pas être matée. Il faut donc restructurer l'appareil d'État dans un processus de réactionnarisation. Ce faisant, il y a évidemment l'augmentation de la violence de l'État, mais ce n'est qu'un aspect, qui n'est pas déterminant. En démocratie aussi, l'État bourgeois est violent, car c'est cela l'État au fond, des « hommes en armes » selon la formule du révolutionnaire allemand Friedrich Engels.

## Le lien entre l'islamophobie et le corporatisme aujourd'hui en France

Ce que nous voyons, c'est que l'islamophobie en France doit être comprise comme faisant partie d'un plan corporatiste. Qu'est-ce que le corporatisme ? C'est une politique de la bourgeoisie la plus réactionnaire, dont le fasciste Pétain nous a donné une définition dans le domaine du travail : « *Abandonnant tout ensemble le principe de l'individu isolé devant l'État et la pratique des coalitions ouvrières et patronales dressées les unes contre les autres, il (l'ordre nouveau corporatiste) institue des*

groupements comprenant tous les membres d'un même métier : patrons, techniciens, ouvriers. Le centre du groupement n'est donc plus la classe sociale, patronale ou ouvrière, mais l'intérêt commun de tous ceux qui participent à une même entreprise. Le bon sens indique, en effet, – lorsqu'il n'est pas obscurci par la passion ou par la chimère – que l'intérêt primordial, essentiel, des membres d'un même métier, c'est la prospérité réelle de ce métier. »

À la place de la lutte de classes, il y a donc des corps subordonnés à l'État bourgeois qui intègrent toutes les classes. Derrière cette « égalité » apparente, il y a en réalité des machines d'oppression et d'exploitation aux mains de la bourgeoisie; c'était l'ordre capitaliste sous le fascisme.

Mais alors, quel lien avec les musulmans et l'islamophobie? Si on prend le corporatisme de façon plus générale, on peut voir deux mouvements conjoints en France. Premièrement, si l'on s'intéresse aux musulmans, on voit que l'État bourgeois veut transformer les musulmans de France en corporation. Deuxièmement, en divisant entre « musulmans » et « non-musulmans », la bourgeoisie veut nier l'unité de la classe ouvrière et grouper les « Français » (« de souche », blancs, européens, non-musulmans...) dans un corps qui défendrait « son » État, une France républicaine, laïque... contre un ennemi de l'intérieur séparatiste.

Concernant le premier point, c'est une politique qui a commencé dans les années 1990 avec Jean-Pierre Chevènement et qui s'est poursuivie sous Sarkozy jusqu'à aujourd'hui. Concrètement, la bourgeoisie a posé le problème suivant : l'État bourgeois est laïc, 9 imams sur 10 (en 1990) viennent de l'étranger, la religion musulmane n'a pas d'Église rigide et ancienne en France (contrairement au catholicisme), il faut donc créer une corporation qui puisse drainer les musulmans de France vers un « islam républicain », un « islam de France ». Cette politique corporatiste avait donc pour but de caser tous les musulmans de France sous les ordres des mêmes comités organisés en lien avec l'État et, au fil des années, plus ou moins pilotés. Ainsi, le Conseil français du culte musulman (CFCM) est fondé en 2003, et aujourd'hui son successeur est le Forum de l'islam de France (FORIF). Ce « corps » du culte musulman est une tentative d'organiser une communauté musulmane sous la direction de l'État. Concrètement, c'est du réchauffé des pratiques coloniales, notamment en Algérie, et un piège tendu aux musulmans qui, une fois



▲  
Manifestation contre l'islamophobie au quartier Bagatelle, à Toulouse.

regroupés en communauté, peuvent facilement être accusés de communautarisme.

Ce qui nous mène au deuxième point, plus primordial. Car aujourd'hui, où les musulmans représentent 10 % de la population en France, l'unité de classe entre prolétaires au-delà de la religion devient un danger important, surtout que chaque mouvement réel des masses (où elles se rencontrent, échangent, luttent ensemble) tend à faire éclater la division bour-

**L'unité de classe entre prolétaires au-delà de la religion devient un danger important pour la bourgeoisie : chaque mouvement réel des masses tend à faire éclater la division bourgeoise sur la base de la religion, de la couleur de peau...**

geoise sur la base de la religion, de la couleur de peau, etc. Quand nous affirmons que la bourgeoisie veut diviser la classe sur des lignes religieuses ou ethniques et que nous nous y opposons, ce n'est pas pour la forme que nous le disons! C'est très concret, car il n'est pas possible pour la bourgeoisie de diriger une telle campagne réactionnaire seulement grâce à du battage médiatique et une idéologie fondée sur « l'identité » française ou européenne. Il faut clairement une politique corporatiste (à l'école, dans l'administration,

les associations...) qui groupe les masses, et notamment les prolétaires, du côté de l'État bourgeois contre un ennemi identifié. Nous avons écrit en mai : « *La division entraîne l'impuissance des masses, et sert à la mobilisation réactionnaire masses contre masses pour les entraîner dans une politique chauvine de guerre de pillage. Elle tente de détourner les masses et principalement le prolétariat des vrais problèmes (à savoir : comment en finir avec les parasites, la grande bourgeoisie et ses laquais) pour les amener vers un chemin qui va contre leurs intérêts. Dans ce jeu sordide, l'islamophobie a remplacé l'antisémitisme. Elle sert de mobilisateur pour aveugler.* »

**Lutter pour l'unité de la classe, c'est la rendre puissante et défendre les droits démocratiques du peuple**

Nous luttons donc fermement pour conjurer ce plan corporatiste. Nous refusons l'impuissance de la classe ouvrière, nous défendons son unité car comme Karl Marx disait à propos de la classe ouvrière en Angleterre divisée entre anglais et irlandais : « *Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret par lequel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et celle-ci en est bien consciente.* »

C'est aussi pour défendre les droits démocratiques du peuple, dont celui de la liberté de conscience (avoir une religion ou non), que nous nous y opposons. Car en corporatisant les musulmans, les chrétiens, les athées, etc. : ils fomentent un plan qui vise à élargir ou limiter les droits de certains prolétaires en fonction du vent politique et à les couper des autres sur des bases religieuses. Mais leurs luttes communes ne peuvent que les ramener ensemble, unis fermement contre l'État bourgeois.

# Sur le pape, l'Église et la contre-révolution

Robert Prévoist est devenu le 8 mai 2025 le pape Léon XIV. La mort du précédent pape avait, comme à chaque fois, donné lieu à de nombreuses spéculations sur la nouvelle orientation de l'Église catholique : François était en effet massivement perçu comme un pape progressiste. L'occasion de s'intéresser à ce que représente la figure du pape à notre époque, celle de l'impérialisme en crise.

S'intéresser à la question du pape, la tête de l'Église catholique, peut sembler lointain aux révolutionnaires de France, un pays où l'athéisme est largement répandu. Pourtant c'est une question importante car, en réalité, les masses du monde sont largement croyantes. L'Église catholique a ainsi un pré carré en Amérique latine, où se trouve près de la moitié des 1,2 milliards de catholiques dans le monde.

Rappelons d'abord l'historique récent des souverains pontifes : Jean-Paul II (1978-2005) et Benoît XVI (2005-2013), deux papes ouvertement réactionnaires, le second ayant même été aux Jeunesses hitlériennes; puis François, choisi en 2013, qui semblait faire figure d'exception, avec ses prises de paroles en faveur des homosexuels, des migrants et des femmes. Sa reconnaissance des victimes de crimes pédophiles commis par des religieux au sein de l'Église a ainsi participé à sa popularité. De quoi faire oublier aux croyants sa tolérance, voire sa collaboration avec la dictature militaire en Argentine<sup>1</sup>, qui a enlevé, torturé et fait disparaître 30 000 personnes. Voilà qui était François et ce qu'il a permis à l'Église, au moment de son élection : contenter en apparence les fidèles sincères réclamant certains changements dans une institution contre-révolutionnaire verrouillée, tout en continuant en réalité à jouer son rôle dans le maintien l'ordre

1. Le pape François, de son vrai nom Jorge Mario Bergoglio, était le supérieur de l'ordre des jésuites en Argentine au moment de la dictature militaire. En mai 1978, il a retiré la licence religieuse à deux prêtres qui avaient pris des positions très engagées sur les droits des pauvres. Ayant perdu la protection de l'Église, ils ont été arrêtés et torturés. Bergoglio n'a jamais pris ouvertement position contre la dictature militaire et ses crimes.



impérialiste. Si ses prises de positions pour la Palestine ont parlé aux masses du monde, elles n'auront fait qu'agacer au Vatican.

Douze ans plus tard, le choix de Robert Prévoist montre là où en est l'Église aujourd'hui : la main a assez caressé les croyants, il s'agit maintenant de les guider à nouveau vers les intérêts de la bourgeoisie. Le nom Léon XIV en dit long : le précédent pape Léon, Léon XIII,

**Si l'Église encourageait les peuples opprimés à chasser l'impérialisme de leur pays, elle aussi en finirait chassée**

est l'auteur de « *Rerum Novarum* », une encyclique (c'est-à-dire qu'un texte de doctrine de l'Église pour guider les fidèles) qui a développé en 1881 la question du rapport entre capital et travail. On peut y lire : « *Le droit de propriété, que la loi civile doit garantir, a son fondement dans la nature même de l'homme.* »

Si le Vatican existe encore aujourd'hui, dans toute la diversité des mouvements qui le traversent, à l'ère où la superpuissance hégémonique yankee fait et défait des États et des gouvernements selon ses intérêts, c'est bien parce qu'il sert avec zèle les plans des impé-

rialistes. Eux ont besoin de poursuivre le désarmement idéologique des peuples opprimés : l'Église s'assurera de consoler l'esclave plutôt que de l'encourager à se révolter. Car si elle encourageait les peuples opprimés à chasser l'impérialisme de leur pays, elle aussi en finirait chassée.

Pourtant, il faut rappeler que cette critique ferme de l'Église catholique ne doit pas séparer le révolutionnaire des masses croyantes. Lénine écrivait : « *Un marxiste est forcément tenu de placer le succès du mouvement de grève au premier plan, de réagir résolument contre la division des ouvriers, dans cette lutte, entre athées et chrétiens, de combattre résolument cette division. Dans ces circonstances, la propagande athée peut s'avérer superflue et nuisible, non pas du point de vue banal de la crainte d'effaroucher les couches retardataires, de perdre un mandat aux élections, etc., mais du point de vue du progrès réel de la lutte de classe qui, dans les conditions de la société capitaliste moderne, amènera les ouvriers chrétiens à la social démocratie<sup>2</sup> et à l'athéisme cent fois mieux qu'un sermon athée pur et simple. Dans un tel moment, et dans ces conditions, le prédicateur de l'athéisme ferait le jeu du pape, de tous les papes, qui ne désirent rien autant que remplacer la division des ouvriers en grévistes et non grévistes par la division en croyants et incroyants.* »<sup>3</sup>

2. Au socialisme.

3. De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion, Lénine (1909).



## Brésil : ouvriers, paysans et intellectuels dénoncent le génocide à Gaza

**Au Brésil, le journal révolutionnaire *A Nova Democracia* a organisé un grand meeting à l'Université de Rio de Janeiro, le mardi 27 mai. Plus de 400 personnes ont assisté à la conférence dénonçant le génocide en cours dans la bande de Gaza et l'influence sioniste au Brésil. L'événement était coorganisé avec l'Institut Brésil-Palestine (Ibraspal). Plus de 38 mouvements, collectifs et organisations étaient présents, ainsi que des intellectuels, journalistes et syndicalistes.**

L'événement a débuté avec l'arrivée de 75 paysans en lutte, venus de l'État voisin du Minas Gerais. La tribune, comptant une dizaine d'intervenants, était présidée par le directeur du journal AND, Victor Bellizia. Après une brève introduction, un hommage a été rendu au professeur Fausto Arruda, fondateur d'AND, mort le 17 février : « *Parler de Fausto ici est important parce qu'il a toujours été un défenseur infatigable du peuple palestinien.* »

Dans son intervention, le Dr. Ahmed Shehada, président de l'Institut Brésil-Palestine, a rappelé les faits d'extermination par la guerre et la famine, documentés par l'ONU. Il a également alerté sur l'influence des réseaux sionistes au Brésil, tentant de qualifier toute critique ou remise en cause du sionisme comme une forme d'antisémitisme. Rappelant que le sionisme

est une idéologie profondément réactionnaire, impérialiste et raciste, il a ensuite exprimé que « *soutenir la résistance palestinienne n'est pas un crime. C'est un acte de solidarité avec un peuple opprimé depuis plus de 77 ans. C'est un devoir et un honneur de soutenir la résistance.* »

Le fond du propos est poursuivi par le représentant des Amis de Palestine, Habib Omar, disant que l'occupation de la Palestine implique

**La grande lutte actuelle du peuple palestinien alimente et inspire l'ensemble des luttes se portant idéologiquement et militairement en face de l'impérialisme**

une violence systématique contre les civils. Il ne peut pas en être autrement pour assurer le caractère juif d'un territoire majoritairement arabe : « *C'est une vie dans un camp de concentration, contrôlé, dans de très petites zones, tout cela pour permettre aux colons israéliens de circuler librement sur les terres arabes.* »

Un représentant de la Ligue Anti-impérialiste (LAI) était également présent. Ce dernier a pu exploser en quoi le système impérialiste actuel est en crise, et en quoi chaque secteur

des masses opprimées subit aujourd'hui ses effets. Pour l'intervenant, le système impérialiste est prêt à utiliser les idéologies les plus rétrogrades et dangereuses pour maintenir sa domination, comme avec le sionisme au Moyen-Orient. Il a expliqué en quoi la grande lutte actuelle du peuple palestinien alimente et inspire l'ensemble des luttes se portant idéologiquement et militairement en face de l'impérialisme. C'est le cas des Guerres populaires dirigées par les communistes au Pérou, en Inde, aux Philippines ou en Turquie.

Après des interventions d'avocats, de journalistes, la représentante du Collectif des mères victimes de la violence de l'État a pris la parole : « *La même guerre qui se produit en Palestine se produit ici à Rio de Janeiro; nous sortons tous les jours sous des coups de feu, nous ne pouvons pas envoyer nos enfants à l'école.* » La fille de Sonia a reçu une balle par la police militaire devant son école. Elle a aussi perdu son fils et son mari dans les attaques armées que subissent depuis des années les communautés paysannes par la police militaire et des hommes de main des grands propriétaires terriens. Au Brésil, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie du Sud-est, jusqu'en Ukraine, l'ennemi est toujours le même : la rapacité des conflits impérialistes entre une poignée de grandes puissances. C'est ce qu'a permis de mettre en lumière cette conférence. « *Nous utilisons la résistance contre la force, et nous résisterons jusqu'à la fin* », a-t-elle conclu.



Une manifestation contre l'interdiction d'Urgence Palestine, à Lyon, le 6 mai 2025.

## Dissolutions d'Urgence Palestine et de la Jeune Garde : une attaque contre l'opposition aux réactionnaires en France

**Le 29 avril, le ministre réactionnaire Bruno Retailleau a annoncé le lancement de « procédures contradictoires » devant amener à la dissolution de deux organisations, Urgence Palestine et la Jeune Garde. Bien que ces deux organisations ne se placent pas sur le même plan et ne sont pas attaquées pour les mêmes raisons, si nous analysons la situation à fond, nous remarquons que cela procède de la même tendance : celle de la réactionnarisation. Face à cela, l'arme du prolétariat et des masses, c'est l'unité pour défendre les droits démocratiques du peuple.**

D'un côté, la Jeune Garde est attaquée comme « groupuscule ultra-violent ». Le crime des militants de la Jeune Garde ? Revendiquer l'opposition physique aux groupes fascistes et aux militants d'extrême droite, c'est-à-dire à ceux qui commettent de multiples exactions sans jamais être inquiétés. Rappelons que l'attaque de la Maison des passages à Lyon en novembre 2023 par 60 miliciens fascistes reste, à ce jour, toujours impunie. De nombreux autres crimes, en particulier le tabassage de nombreuses personnes musulmanes, l'incendie de mosquées, sont également sans suite. Ce n'est pas sans raison que l'attaché parlementaire Ritchy Thibault, pourtant proche de LFI, a également appelé lors d'un rassemblement à « l'autodé-

fense populaire », ce qui a beaucoup résonné dans une fraction significative des masses des quartiers populaires.

De l'autre côté, c'est le groupe Urgence Palestine qui est attaqué. Alors même que sur la scène internationale, la bourgeoisie française joue au jeu de l'opposition à Israël et à la guerre à Gaza, sur le plan intérieur, elle organise à travers l'État la répression des groupes qui soutiennent le peuple palestinien. Ce double poids deux mesures s'accompagne d'accusations désormais bien connues d'antisémitisme, de soutien au « terrorisme » entre autres. Mais derrière ces insultes lancées à des groupes comme Urgence Palestine, le fond est que l'État bourgeois veut isoler le mouvement pour la Palestine des masses qui partagent ses aspirations démocratiques et anti-impérialistes. Il veut qu'il devienne « risqué » pour les masses de s'y intégrer : comme on a peur de se prendre un flashball en manifestation, on aura peur d'être arrêté ou perquisitionné pour avoir été à une conférence sur la Palestine ou à une commémoration de la Nakba.

La pseudo-dissolution du groupe fasciste Lyon Populaire n'est qu'un leurre. Il ne sert qu'à tenter d'entretenir un mythe. L'État serait « au-dessus des classes », réprimant « tous les extrêmes » pour maintenir la paix sociale. C'est évidemment faux, et cela ne sert qu'à donner le change ; quoique l'illusion soit de plus en plus dissipée.

La Jeune Garde elle-même est pourtant une organisation impliquée dans les institutions bourgeoises. Raphaël Arnault, un de ses diri-

geants et fondateur, est député de la France Insoumise, une organisation qui se revendique « républicaine » et qui n'appelle donc pas à la violence ou à la révolution. Les militants de la Jeune Garde servent d'ailleurs souvent de service d'ordre à la France Insoumise. Mais la Jeune Garde a une aura ; son discours d'opposition au fascisme, son esthétique, plaisent à la petite bourgeoisie et au milieu militant. C'est un groupe actif, qui cherche et pratique la voie de l'autodéfense face aux forces réactionnaires, ce qui est une très bonne chose. L'État est en pleine période de restructuration et ne peut plus le tolérer, même venant de groupes impliqués dans l'arc républicain. C'est donc une leçon importante, une annonce que la bourgeoisie française mettra à bas toute forme d'opposition, allant de l'opposition parlementaire à celle des quartiers et des syndicats. Le chemin des révolutionnaires est donc plus que jamais d'aller au cœur des masses, loin du système parlementaire.

Cette double attaque de l'État peut être interprétée de plusieurs façons ; mais il s'agit avant tout d'un pas en plus dans la réactionnarisation, c'est-à-dire le renforcement de l'État bourgeois. L'offensive répressive de la bourgeoisie contre les masses vise à briser les embryons d'organisations qui donnent aux masses l'expérience de la lutte et de l'organisation collective. C'est le sens de l'ensemble des attaques contre les organisations révolutionnaires, propalestiniennes et toute forme d'organisation collective des masses.

# Les supporters se mobilisent pour le droit de s'organiser dans le foot

En novembre 2024, le ministère de l'Intérieur commence à préparer la dissolution de la « Brigade Loire », un groupe de supporters du Football Club Nantes. Ce sont ensuite deux groupes de Saint-Etienne, les « Magic Fans » et les « Green Angels », qui sont menacés de dissolution. La mobilisation collective de 163 groupes de supporters et la solidarité participe à la fin du « feuilleton » : aucun groupe ne sera dissout.

Depuis plusieurs années, les groupes de supporters sont régulièrement visés. Et, à travers eux, les droits démocratiques du peuple. Les groupes d'ultras ont en effet un double aspect. D'un côté, ce sont des organisations de masses, c'est-à-dire des formes d'organisation collective avec des valeurs qui peuvent être progressistes, qui vont dans le sens de l'organisation du peuple. De l'autre, ces groupes ont aussi des aspects réactionnaires, élitistes, parfois violents, qui les isolent du reste des masses populaires. Mais dans ce que l'État bourgeois attaque, il y a principalement le facteur « organisé », celui où des dizaines, des centaines ou des milliers de personnes portent un projet collectif constitué d'actions, happenings et événements dans et en dehors du stade.

Construit comme une « contre-société » en marge, ces groupes ont longtemps servi d'exercice aux forces de répression pour briser les mobilisations collectives ; c'est contre les groupes de supporters qu'ont été testées toutes les armes de la police anti-émeute : flash-balls, lacrymogènes, drones de surveillance, caméras dotées d'intelligences artificielles... Il faut ajouter à cela tous les arrêtés préfectoraux, les sanctions administratives, les interdictions de déplacement et de territoires, etc. Lorsqu'ils sont coupés du reste de la société et des forces démocratiques, les groupes ultras doivent lutter seuls face à la répression, ce qui en fait des adversaires de choix pour préparer la police aux révoltes.

Donc, en attaquant ces groupes, l'État attaque avant tout les droits qu'il prétend garantir,



Une manifestation de supporters à Saint-Etienne, en mars 2025.

comme la liberté de réunion et d'association. Car les groupes ultras représentent une culture populaire collective. La violence dont ils sont accusés a elle-même deux faces, dont la plus importante est le refus des lois bourgeoises,

**Les groupes de supporters ont longtemps servi d'exercice aux forces de répression pour briser les mobilisations collectives ; c'est contre eux qu'ont été testées toutes les armes de la police anti-émeute**

de la police, de la coercition par l'État bourgeois. Les ultras veulent « le foot le week-end pour des stades en vie » ; et refusent un ordre qui « aseptise les stades et les vies ». Ils revendiquent tous la présence en tribune populaire, dans les virages, où les places sont les moins chères, où tout type de public peut

être présent. Ces aspirations démocratiques se réalisent sur le terrain quand, dans la ville de Saint-Etienne en mars 2025, 10 000 personnes marchent unies contre la dissolution des groupes ultras du club.

Dans le monde entier, les groupes ultras se sont mêlés aux grands mouvements de la lutte des classes. Lors des révoltes de 2011 en Égypte, de Gezi Park en Turquie en 2013, ils ont pris une part active dans le mouvement. Ce fut aussi le cas lors du mouvement des Gilets jaunes en France, où encore à Buenos Aires (Argentine), où des groupes ultras pourtant rivaux se sont unis pour défendre des manifestations de retraités contre les baisses des pensions face à la police. Les exemples sont légion. Mais le principal n'est pas dans les spécificités du milieu ultra ou dans le sport. C'est dans le fait que l'organisation collective la plus basique, pourtant tournée avant tout autour d'un divertissement et pas d'une lutte, est attaquée et remise en question au nom de l'ordre bourgeois. C'est cela que l'État bourgeois français veut détruire : toutes les forces organisées des masses, pour qu'elles repartent à zéro à chaque mouvement de la lutte des classes. Mais c'est une impossibilité car l'histoire ne revient pas en arrière : les réactionnaires, une fois de plus, ne peuvent qu'échouer dans leurs plans.

# Mexique : vérité et justice pour Sandra Domínguez Martínez !

Début octobre 2024, la disparition de Sandra Domínguez Martínez est signalée par sa famille aux autorités mexicaines. Avocate et activiste profondément attachée aux droits démocratiques des populations les plus pauvres, Sandra Domínguez Martínez a été enlevée pour ses prises de position. L'affaire a lieu dans l'état d'Oaxaca, au sud du Mexique, où la population, majoritairement indigène, est pauvre et rurale. Le 24 avril 2025, son corps est retrouvé à côté de celui de son mari, Alexander Hernandez, dans une tombe artisanale, sur le bord d'une route de l'état du Veracruz. Elle avait 38 ans.

Dans les années 2010, Sandra Domínguez Martínez a travaillé au sein de la Cour supérieure de justice d'Oaxaca, avant d'être référente sur la question des autochtones au sein du Parti révolutionnaire institutionnel<sup>1</sup> (PRI) à Oaxaca. Tout au long de son engagement, Sandra Domínguez Martínez a mis au cœur de son combat les droits des populations autochtones, notamment pour la terre et contre

1. Le PIR est la section mexicaine de l'Internationale Socialiste.

la corruption, ainsi que la dignité des femmes. Elle s'est notamment exposée en dénonçant des actes de trafics de photographies intimes de femmes indigènes par de hauts fonctionnaires mexicains ces dernières années.

Dès l'annonce de sa disparition, une grande campagne de dénonciation populaire s'est mise en place, interpellant l'État mexicain et lançant un décompte du nombre de jours depuis sa disparition. La campagne est alors portée par plusieurs grandes ONG, comme Amnesty International, mais aussi les organisations du

**Tout au long de son engagement, Sandra a mis au cœur de son combat les droits des populations autochtones ainsi que la dignité des femmes**

Corriente del Pueblo - Sol Rojo (Courant du Peuple - Soleil Rouge), dont le Mouvement Féminin Populaire (MFP), dont est membre une sœur de Sandra. La corruption est grande dans



cet état du Mexique, où les grands propriétaires marchent main dans la main avec les autorités politiques locales et les investisseurs étrangers, notamment des USA. Ce genre de pratique n'est malheureusement pas nouvelle, ni isolée. La campagne a ainsi duré 206 jours.

Nous partageons ici un extrait de la déclaration commune publiée le 2 mai 2025, par le Consorcio Oaxaca, organisation féministe, et le Corriente del Pueblo - Sol Rojo :

« Nous ne cachons pas notre indignation et notre colère face à la manière dont l'État nous renvoie Sandra [...]. Nous ne renonçons pas non plus à la lutte pour la vérité et la justice, car elle n'est pas terminée.

Nous croyons fermement que la meilleure façon de se souvenir d'une femme Ayuuk<sup>2</sup>, défenseuse des droits humains et féministe, est de poursuivre son exemple et de l'étendre à toutes les femmes des peuples natifs, à toutes les femmes qui souffrent d'oppression et à toutes les personnes qui croient en la construction d'un monde nouveau. Que tous connaissent ton combat.

Sandra, nous ne venons pas te dire au revoir, mais te saluer comme la camarade qui, malgré l'adversité et la peur, a su élever la voix, affrontant l'indigne avec dignité. »

2. Groupe indigène des hauts plateaux de l'est de l'état d'Oaxaca.



Des soutiens de Sandra Domínguez Martínez ont défilé dans la capitale d'Oaxaca le 16 octobre 2024.



◀ Une scène d'émeute dans la dernière saison d'*Andor*.

## **Andor** : la Révolution dans les étoiles ?

**« La révolution commence maintenant! », c'est avec cet étonnant slogan que Disney a lancé ses bande-annonces pour la deuxième et dernière saison de la série *Andor* située dans l'univers de *Star Wars*. Et ce n'est pas un hasard, car la série se concentre effectivement sur l'histoire du personnage éponyme, Cassian Andor, qui passe de petit contrebandier sur une planète industrielle à révolutionnaire à temps plein.**

À travers ces deux saisons, découpées en arcs narratifs d'environ 3 épisodes (c'est-à-dire la durée d'un long film), la série développe tout un tas de thèmes et de personnages variés. Organisation et financement d'un mouvement révolutionnaire, travail illégal et légal, solidarité ouvrière et de quartier, violences policières, braquages révolutionnaires, système carcéral, émeutes de masses, voilà ce que livrait la saison 1. Pour la saison 2, on aborde les dissensions internes au mouvement, la clandestinité d'une résistance aux accents français, la violence révolutionnaire, les massacres de masses et les tensions créées par une rébellion qui s'assemble et devient concrète. Les inspirations sont multiples : le scénariste Tony Gilroy a rapporté avoir pour modèles des films classiques comme *La Bataille d'Alger* (1966)

ou *L'Armée des ombres* (1969) en ajoutant : « *Je suis fasciné par la Révolution russe, la Révolution française, Thomas Paine, Oliver Cromwell et Mao.* »

La saison 1 est sortie après le grand mouvement de lutte aux États-Unis suite au meurtre de George Floyd par la police, et on ne pouvait pas l'ignorer dans les scènes de violence arbitraire de l'Empire. Quant à la saison 2, tournée entre 2022 et 2023 et montée en 2024, il ne faut pas aller chercher loin pour voir l'ombre de l'invasion russe en Ukraine ainsi que de la guerre en Palestine, surtout quand le mot « génocide » fait partie d'une des répliques les plus mémorables de la série.

La grande force de la série, au-delà de ses acteurs et de sa production, est qu'elle a des héros collectifs, en grande partie des masses et des révolutionnaires de conviction, et non des individus exceptionnels par leur destinée ou leur origine familiale, comme c'est pourtant le cas dans *Star Wars*. C'est un choix conscient, Gilroy l'a révélé : « *Je voulais parler de personnes réelles. Ils ont créé tout cet univers autour d'une famille royale, en substance. C'est génial. Mais il y a des milliards, des milliards, des milliards d'autres êtres dans la galaxie. Il y a des plombiers, des esthéticiennes. Des journalistes! À quoi ressemble leur vie? La révolution les touche autant que n'importe qui d'autre.* » Il n'y a d'ailleurs pas besoin du tout de s'être intéressé à *Star Wars* pour la regarder. L'habillage inter-galactique sert plus de

décor pour une histoire axée sur le fascisme et la révolution. C'est d'ailleurs un retour aux sources en sachant que le créateur de *Star Wars* s'était lui-même inspiré de la Guerre du Vietnam.

Alors, est-ce donc une série « politique » ? Au fond, non. Il ne faut pas oublier ce que nous avons indiqué en début d'article : c'est une série Disney, le plus grand monopole états-unien du divertissement. Dans *Andor*, l'oppression est bien réelle, mais elle n'est pas politique, les luttes internes à la rébellion sont des luttes de personnes et de « méthode », mais rien n'est approfondi idéologiquement et politiquement, certainement pour rester « subtil et divertissant ». Ainsi, tout le monde peut projeter ses idées dans à peu près chaque personnage, révolutionnaire ou non, avec plus ou moins de succès. *Andor* n'est pas une série anti-impérialiste, anti-colonialiste, anti-capitaliste ou révolutionnaire, comme on peut lire ici et là. Mais la regarder n'est pas une perte de temps pour celles et ceux qui abordent la culture qui sort du cœur des monopoles avec un point de vue prolétarien. La science-fiction en régime capitaliste tend au progrès car elle critique le présent grâce à une fantaisie de futur. Voilà pourquoi le thème de la rébellion y est si présent. *Andor* ne rendra personne révolutionnaire, mais elle peut servir de forme contemporaine et de masse pour aborder des sujets brûlants de tout mouvement révolutionnaire pour renverser l'ordre existant.

# Abonnez-vous!

La Cause du peuple lance sa campagne d'abonnements



**La Cause du Peuple relance sa campagne d'abonnements!** Pour vous informer sur l'actualité nationale et internationale, avec un point de vue de classe prolétarien, anti-impérialiste et révolutionnaire, et soutenir une presse indépendante, abonnez-vous.

Il existe différentes formules selon votre situation et vos moyens. Ces abonnements vous permettront de recevoir 10 numéros de 24 pages de la Cause du Peuple.

**Ces tarifs sont disponibles pour la France métropolitaine et la Corse. Pour les abonnements vers la Suisse, la Belgique ou autre, écrivez-nous par mail pour discuter des tarifs.**

#### **ABONNEMENT POSTAL *de base***

► 50 €

Cet abonnement comprend une livraison à domicile de 10 numéros.

*Paiement par virement bancaire.*

#### **ABONNEMENT POSTAL *de soutien***

► à partir de 70 €

Cette formule comprend l'envoi à domicile de 10 numéros, et permet en plus au journal de financer son organisation et ses actions militantes.

*Paiement par virement bancaire.*

Écrivez-nous à [cdp.abonnements@protonmail.com](mailto:cdp.abonnements@protonmail.com) en précisant votre nom et votre adresse (numéro et rue, commune et code postal), ainsi que la formule d'abonnement souhaitée.